

Réforme de l'Etat: les maires de villes moyennes (FMVM) ne veulent pas être «sacrifiées»

28 Octobre 2008

Les villes moyennes ont demandé lundi au Premier ministre François Fillon de ne pas être «sacrifiées» par la politique de réforme de l'Etat engagée par le gouvernement. «Nous demandons solennellement au moment où est engagée la discussion budgétaire que les collectivités territoriales et singulièrement les villes moyennes ne soient pas sacrifiées sur l'autel de la Révision générale des politiques publiques» (RGPP), demandent la **Fédération des maires de villes moyennes (FMVM)** dans une lettre ouverte à François Fillon et à plusieurs membres du gouvernement intitulée «Villes moyennes: 1/4 des Français crie au secours!». La lettre, publiée dans le quotidien "Les Echos", est signée du président, Bruno Bourg-Broc, maire UMP de Chalon-en-Champagne (Marne), et du président délégué de la **FMVM** , Christian Perret, maire PS de Saint-Dié (Vosges), et des autres membres, de droite et de gauche, de son conseil d'administration. La RGPP a pour objectifs de mieux adapter les administrations aux besoins des usagers, tout en réduisant les dépenses publiques pour revenir à l'équilibre et en valorisant le travail des fonctionnaires. L'ensemble des mesures de la RGPP s'inscrit dans le cadre du projet de loi de programmation des finances publiques pour la période 2009-2011. «Nos villes sont aujourd'hui inquiètes de la remise en cause du pacte financier qui liait depuis des années les collectivités territoriales à l'Etat», écrivent les maires des villes moyennes. «La fragilisation de nos ressources financières ne peut que nous conduire à revoir à la baisse nos investissements, à amputer notre capacité d'initiative et par voie de conséquence à accumuler les effets de la crise sur le contribuable local», ajoutent-ils. Ils soulignent que leurs agglomérations représentent un quart de la population française et réalisent près de 73% des investissements publics. Désirant «être entendus et associés aux réformes en cours», ils font plusieurs propositions, notamment sur la taxe professionnelle. «La plus importante et la plus dynamique de nos recettes ne doit pas être remplacée par une dotation provenant de l'Etat», indiquent-ils. Ils demandent que la réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU), reportée à 2010, «ne pénalise pas les communes les plus pauvres» et que «soit respectée l'autonomie financière des collectivités territoriales».

Évaluation du site

Maire-Info est un quotidien proposé par l'association des maires de France et le crédit local de France. Il est destiné à fournir informations et nouvelles aux élus locaux - agenda, brèves...

Cible
Spécialisée

Dynamisme* : 3

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine